

Convention collective

IDCC : 9141. – **PRODUCTION AGRICOLE
(CALVADOS)**
(1^{er} juin 2004)

(Etendue par arrêté du 16 décembre 2004,
Journal officiel du 28 décembre 2004)

AVENANT N° 7 DU 4 DÉCEMBRE 2006 (1)

NOR : *AGRS0797029M*

IDCC : 9141

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
(FDSEA) ;

Le syndicat des éleveurs de chevaux de sang de France ;

La fédération départementale des CUMA,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire du Calvados (SGA) CFDT ;

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

L'union départementale Force ouvrière FO ;

L'UNSA agriculture agroalimentaire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8.5.1 intitulé « Maladie ou accident de la vie privée » de la section V de la convention collective est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.5.1. Incapacité temporaire – Maladie ou accident de la vie privée

En cas d'incapacité de travail temporaire due à une maladie ou à un accident de la vie privée, dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière légale de maladie des assurances sociales agri-

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

coles, le salarié bénéficie d'une indemnité complémentaire versée par Agri-Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnité légale plus indemnité complémentaire) soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours, puis 75 % de ce même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le salarié devra justifier de 8 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise ;
- lors de chaque arrêt, le versement des indemnités journalières complémentaires intervient après un délai de carence de 10 jours ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales ;
- l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité. »

Article 2

Les dispositions de l'article 8.5.2 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 8.5.2. Incapacité temporaire – Accident du travail ou maladie professionnelle pour les salariés ayant moins de 8 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par prescription médicale et résultant :

- d'un accident du travail ou assimilé survenu au service de l'employeur ;
- d'une maladie professionnelle contractée au service de l'employeur et ouvrant droit à l'indemnisation prévue par la législation en vigueur en la matière,

le salarié bénéficiera d'une allocation complémentaire à la charge de l'employeur.

Le taux et les conditions de versement de cette allocation sont les suivants :

Ancienneté requise : néant.

Délai de carence : néant.

Durée de la garantie : l'allocation complémentaire sera due pendant la durée de l'incapacité dans la limite de 180 jours calendaires au cours d'une même période de 12 mois consécutifs.

Montant de la garantie (déduction faite des indemnités journalières de la MSA) : pendant les 40 premiers jours calendaires, le salarié percevra 90 % du salaire de référence, puis 66,66 % de ce même salaire pendant les 140 jours calendaires suivants.

Cette allocation sera soumise à cotisations sociales et sera versée chaque mois par l'employeur au salarié à la date normale de paie. »

Article 3

L'article 8.5.3 intitulé « Pluralité d'arrêts maladie au cours d'une même année » de la section V est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.5.3. Incapacité temporaire – Accident du travail ou maladie professionnelle pour les salariés à partir du 8^e mois d'ancienneté continue dans l'entreprise

En cas d'incapacité de travail temporaire due à un accident du travail ou une maladie professionnelle, dûment justifiée par prescription médicale et ouvrant droit à l'indemnité journalière légale, le salarié bénéficie d'une indemnité complémentaire versée par Agri-Prévoyance de sorte que l'indemnisation globale (indemnité légale plus indemnité complémentaire) soit égale à 90 % du salaire brut retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours, puis 75 % de ce même salaire tant que dure le versement des indemnités journalières légales.

Les conditions de versement des indemnités journalières complémentaires sont les suivantes :

- le salarié devra justifier de 8 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise ;
- lors de chaque arrêt, le versement des indemnités journalières complémentaires intervient sans délai de carence ;
- les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales ;
- l'indemnisation prévue ci-dessus ne peut avoir pour effet de servir au salarié une indemnisation nette supérieure à sa rémunération nette d'activité. »

Article 4

Un article 8.5.4 ainsi rédigé est ajouté à la section V :

« Article 8.5.4. Incapacité permanente (invalidité)

Les salariés bénéficient, en cas d'attribution d'une pension d'invalidité des assurances sociales agricoles de catégorie 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail au taux d'incapacité au moins égal aux 2/3, d'une pension mensuelle complémentaire incapacité permanente égale à 25 % du 1/12 des rémunérations perçues par le salarié au cours des 4 trimestres civils précédant la date de mise en invalidité.

La pension est versée par Agri-Prévoyance jusqu'au passage à la retraite du pensionné.

Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

S'agissant des pensions d'invalidité en cours de service auprès d'un organisme assureur autre que celui désigné au présent article 8.5.7, les revalorisations postérieures à la date d'effet du présent régime sont prises en charge par l'organisme désigné à l'article 8.5.7 dans la mesure où elles ne le sont pas par l'organisme antérieurement désigné. »

Article 5

Un article 8.5.5 ainsi rédigé est ajouté à la section V :

« Article 8.5.5. Garantie décès

Tous les salariés bénéficient de cette garantie sans condition d'ancienneté.

En cas de décès du salarié, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge, est versé par Agri-Prévoyance à la demande du ou des bénéficiaires.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- aux héritiers.

Le cocontractant d'un PACS est assimilé au conjoint non séparé de corps.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité absolue et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3^e catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois pris en charge. »

Article 6

Un article 8.5.6 ainsi rédigé est ajouté à la section V :

« Article 8.5.6. Assurance des charges sociales patronales.

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de Mutualité sociale agricole par Agri-Prévoyance.

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, mais également de CSG et CRDS. »

Article 7

Un article 8.5.7 ainsi rédigé est ajouté à la section V :

« Article 8.5.7. Cotisations et organisme gestionnaire

La gestion du régime de prévoyance est assurée par Agri-Prevoyance, institution de prévoyance, sise « 21, rue de la Bienfaisance », 75008 Paris.

Toutes les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective sont donc tenues d'adhérer à Agri-Prévoyance pour leur personnel, à l'exception du personnel d'encadrement tel que défini par la convention du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'exploitations agricoles.

Les cotisations décès sont dues dès le premier jour d'embauche. Les cotisations incapacité temporaire et permanente sont appelées après huit mois d'ancienneté continue dans l'entreprise.

Les cotisations telles que fixées par l'accord d'adhésion à l'institution, sont assises sur la totalité des salaires et réparties comme suit :

	TAUX (en %)	PART PATRONALE (en %)	PART SALARIALE (en %)
Incapacité (temporaire et permanente)	0,78	0,38 (1)	0,40 (2)
Décès	0,18	0,18	0,00
Financement de l'assurance des charges sociales patronales	0,13	0,13	
Total	1,09	0,69	0,40
<p>(1) Dont 0,35 % au titre de la reprise des garanties conventionnelles (les cotisations destinées à la couverture des prestations d'accident du travail ainsi que des prestations légales résultant de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 sont exclusivement à la charge de l'employeur) et 0,03 % au titre de l'incapacité temporaire.</p> <p>(2) Dont 0,18 % au titre de l'incapacité temporaire et 0,22 % au titre de l'incapacité permanente.</p>			

Article 8

Un article 8.5.8 ainsi rédigé est ajouté à la section V :

« Article 8.5.8 – Réexamen du régime et du choix de l'organisme gestionnaire

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques ainsi que le choix de l'organisme assureur sont réexaminés par les signataires de la présente convention, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale. »

Article 9

Un article 8.5.9 ainsi rédigé est ajouté à la section V :

« Article 8.5.9 – Révision, dénonciation

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du Code de la Sécurité Sociale, d'organiser avec le nouvel assureur, la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire et permanente. »

Article 10

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2007 pour une durée indéterminée et s'appliqueront aux arrêts et déclarations d'invalidité survenus à partir de cette date.

Article 11

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont 1 sur support électronique, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Calvados.

Fait à Caen, le 4 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)